



- Rémunération et dialogue social -

Retour sur la multilatérale « salaire » du 12 juin 2023
avec le ministre de la transformation
et de la fonction publique

NOUS VOULONS UNE RETRAITE ! PAS DES CACAHUETES !!

Si le gouvernement (ou même notre ministre) prétend vouloir parler « rémunération », aucun dialogue social sérieux ne peut raisonnablement s'amorcer sans remettre sur la table la question des retraites. Nous réaffirmons notre opposition totale à cette réforme passée en force par le gouvernement et notre volonté inaltérée de la voir abrogée sans délais.

Cette réforme injuste et brutale va dégrader encore un peu plus la vie des travailleur-ses et notamment des agent-es publics, et ce ne sont pas les quelques oboles salariales annoncées par le gouvernement qui compenseront des années de vies sacrifiées.

S'agissant de nos rémunérations, les 3,5% accordés l'an dernier étaient certes nécessaires mais sans aucun rapport avec la réalité des besoins des agentes et agents publics face à la dégradation de leur rémunération ; que dire aujourd'hui des 1,5 % claironnés ? celles et ceux qui connaissent les plus bas salaires, sont las de la course permanente après le SMIC, qui est indexé sur l'inflation, lui.

Pour rappel, depuis 1995, **les agent.es ont perdu un peu plus de 30% de salaire** du fait de l'inflation et de l'absence de politique salariale. Les conséquences sur leur vie sont bien réelles.

Cette année il ne saurait être question de se satisfaire de quelques mesures sans lien avec un réel geste salarial ou d'une revalorisation du point sans lien avec les pertes intervenues, conséquences de 10 ans de gel du point et alors que l'inflation, galopante notamment sur les produits de base et alimentaires, touche de plein fouet les plus bas salaires.

A Solidaires-Justice nous exigeons plus qu'un geste à destination des personnels de la fonction publique. Et au sein du ministère nous refusons les mesures catégorielles et corporatistes qui se font toujours pour les uns et au détriment des autres, laissant ainsi prospérer des sentiments d'inégalité, d'inéquité, de clientélisme... qui sèment la discorde et le ressentiment entre des agent.es qui devraient plutôt s'unir pour réclamer tous et toutes, ensemble, des salaires à la hauteur de leur engagement et leur permettant de mener une vie digne et confortable.

Ce que Solidaires-Justice attend et revendique avec l'Union Solidaires Fonction Publique auprès du Gouvernement c'est :

- **une revalorisation de la valeur du point à la hauteur des pertes intervenues durant les 10 ans de gel du point, ce qui correspond à près de 20% dès le 1er juillet ;**
- **l'attribution de 85 points pour toutes et tous, mesure permettant une véritable réduction des inégalités ;**
- **l'indexation de la valeur du point sur l'inflation ;**
- **la reconnaissance des qualifications des agent-es publics ;**
- **la revalorisation des carrières féminisées ;**
- **une véritable politique salariale dans la Fonction Publique.**

L'ensemble des agentes et agents publics, dont celles et ceux du ministère de la justice, attendent aujourd'hui plus qu'un « geste » mais des mesures concrètes et à la hauteur. Et bien entendu pas des mesures indemnitaires, au mérite ou à la performance, ni des mesures parcellaires, injustes ou par catégorie, ministère ou direction.

Il faut bien des mesures générales indiciaires pour toutes et tous !

La fonction publique attire de moins en moins. Le ministère de la justice peine à recruter, et il peine encore plus à garder ses agent.es ! Que ce soit à la pénitencière, à la protection judiciaire de la jeunesse ou dans les services judiciaires : au regard des conditions matérielles, de la charge de travail, du management toxique, de la perte de sens de nos missions et bien sûr des rémunérations, il n'y a rien de moins étonnant.

Parler attractivité dans la fonction publique ou au ministère sans enfin prendre des mesures salariales concrètes c'est parler dans le vent.

Rien ne peut justifier la posture du gouvernement, rien ne peut expliquer ses réponses insatisfaisantes.

**Il faut prendre l'argent là où il est : dans la fraude fiscale, dans les exonérations.
Taxons les super dividendes.
De l'argent il y en a ! Allons le chercher !!**

A la justice comme dans l'ensemble de la fonction publique, les agent.es attendent des mesures importantes.

IMMÉDIATEMENT !

